

[Text]

We are finding that we are often, as NGOs, put into the same set of procedures in which consulting firms and profit-making groups in the private sector find themselves, in terms of the procedures in negotiating with CIDA—the bilateral part of CIDA—on contracts with them. We certainly do not want to get in the way or be competitive with the profit-making private sector, but we think the procedures for dealing with the non-profit private sector and the profit-making private sector should be different, because each has its own particular characteristics to relate to.

Those would be a couple of quick reactions, but I certainly would like to give some more thought to it and perhaps get back to you, as we might, Mr. Chairman, on a couple of the points that you raised on the direct funding question and the moneys overall for NGOs. These are points we would further like to comment on as well, if you find . . .

The Chairman: Yes, please do. Thank you very much.

Mr. de Corneille: It should reach the members of the committee, as well, when it comes in.

The Chairman: Thank you very much for joining us this afternoon. We have appreciated it.

Our last group this afternoon is from the Canadian Chamber of Commerce. My docket says we are joined by Mr. Donald Thornton, Chairman of the International Affairs Committee, and again by Mr. Lorne Seitz, Senior Vice-President of International Division. It seems to me that Mr. Seitz is with us about once a month, as we go through these things. Again, we welcome you.

Mr. J. Donald Thornton (Chairman, International Affairs Committee, Canadian Chamber of Commerce): Mr. Chairman and members of the committee, the Canadian Chamber of Commerce is pleased to have this opportunity to appear before the committee to address an issue that we think is important to Canadian business. It is important to us because economic development provides for more stable expanding global economy in that Canadian aid programs can support developmental goals, while at the same time contributing to economic growth and job creation in Canada. Business is as concerned as anyone else in this country about development and the difficulties faced by the people of a large part of the world.

• 1750

The Canadian Chamber of Commerce is Canada's largest national business association, with an overall membership of 150,000. Its membership is made up of companies both large and small from every region of the country encompassing every sector of industry and commerce. The chamber is a voluntary, not-for-profit organization which derives much of its strength from the commitment and involvement of business people across the country.

International activities are a significant element of the chamber's program, including trade and investment promo-

[Translation]

judicieux. Nous constatons souvent que les ONG sont soumises aux mêmes procédures que les cabinets d'experts-conseils et les groupes commerciaux du secteur privé lorsqu'ils négocient des contrats avec l'ACDI dans le cadre des activités bilatérales. Notre but n'est certes pas de gêner ou de concurrencer les entreprises commerciales du secteur privé, mais nous estimons que les procédures appliquées aux organisations à but non lucratif du secteur privé et aux organisations à but lucratif du secteur privé devraient être différentes car elles ont des caractéristiques propres.

Ce n'est qu'un début de réponse rapide à vos questions, mais j'aimerais certes y réfléchir davantage et vous communiquer, monsieur le président, nos réflexions sur certains des points évoqués comme, par exemple, la question du financement direct et du financement général des ONG. Ce sont des points sur lesquels nous aimerions réfléchir davantage si vous estimez . . .

Le président: Oui, je vous en prie. Merci beaucoup.

M. de Corneille: Il faudrait également que ces réflexions soient communiquées aux membres du Comité.

Le président: Je vous remercie infiniment de vous être joints à nous cet après-midi. Nous vous en sommes reconnaissants.

Notre dernier groupe cet après-midi est la Chambre canadienne du commerce. Mon papier me dit que nos témoins sont M. Donald Thornton, président du Comité des affaires internationales et encore une fois M. Lorne Seitz, premier vice-président de la Division internationale. Il me semble que chaque fois que nous étudions ces questions nous voyons M. Seitz au moins une fois par mois. Encore une fois, nous vous souhaitons la bienvenue.

M. J. Donald Thornton (président, Comité des affaires internationales, Chambre canadienne de commerce): Monsieur le président, membres du Comité, la Chambre canadienne du commerce est heureuse d'avoir été invitée à comparaître devant votre Comité pour parler d'une question importante pour les entreprises canadiennes. Elle est importante pour nous car le développement économique apporte un élément stabilisateur à l'expansion de l'économie globale puisque les programmes d'aide canadiens soutiennent les efforts de développement tout en contribuant à la croissance économique et à la création d'emplois au Canada. Les entreprises ne sont pas plus insensibles que quiconque au problème du développement et aux difficultés vécues par les populations d'une grande partie du monde.

La Chambre canadienne de commerce est la plus grande association nationale d'entreprises du Canada avec un total de 150,000 membres. Elle compte dans ses rangs aussi bien les petites que les grandes entreprises de chaque région du pays, représentant tous les secteurs de l'industrie et du commerce. La Chambre est une organisation bénévole à but non lucratif qui puise une grande partie de sa force dans la volonté de participation des chefs d'entreprises canadiens.

Les activités internationales sont un élément important du programme de la Chambre et comprennent notamment les